

Rapport d'activité août 2012 à décembre 2013



3 Éditorial

4 Les missions de l'association

7 La vie de l'association

- 8 Une association à l'image des forces économiques du territoire
- 9 Composition du Conseil d'administration en 2012
- 10 Un Bureau socialement responsable
- 10 Cinq commissions de travail pour une approche intégrée de la RSE
- 11 Un plan d'action réaliste et solidaire

12 Les réalisations de l'association

- 13 « Vers la découverte des métiers »
 - Un stage pour tous les collégiens !
- 15 « Avec les acteurs du territoire »
 - Clause sociale, faisons du qualitatif !
- 18 « Dans l'entreprise »
 - Egalité-Diversité, révéler les bonnes pratiques !
- 20 « Pour l'emploi »
 - Accompagner sur tous les fronts
- 24 « Au quotidien des habitants »
 - 24 Exprimer la voix de l'entreprise face au défi de loger ses salariés
 - 25 Sensibiliser aux gestes économes

27 D'autres FACettes de l'association

- 28 Pêle-mêle de manifestations
- 29 Pêle-mêle des échos de la presse locale
- 30 Des publications spécifiques – Au sein du réseau national

31 Et demain ?

- 32 2014, nos ambitions
- 33 Des ambitions à financer
- 34 la com' vecteur de nos ambitions
- 35 2014, de nouveaux locaux

36 Ils nous font confiance

EDITO

Depuis avril 2012, nous assumons avec fierté et enthousiasme la co-présidence de FACE VAL-DE-MARNE.

Portée par la confiance des membres qui composent notre réseau, notre mission a été de mettre en marche ce **mouvement d'entreprises responsables** avec une spécificité, celle d'agir collectivement « par et pour l'entreprise » et d'inscrire cette dynamique dans les politiques publiques.

Dans le paysage de la lutte contre la pauvreté, l'exclusion et les discriminations, FACE VAL-DE-MARNE occupe une place singulière.

Son action n'est pas dédiée à une seule cause. Elle propose une approche multiple, conjugue les niveaux d'intervention du local au régional, décroïsonne les expertises et fédère des acteurs de tous horizons autour de projets opérationnels.

L'année 2012 fut consacrée à la mise en place de notre association, marquée par un rythme soutenu d'échanges pour définir des priorités d'action.

2013 a fait de FACE VAL-DE-MARNE un démultiplicateur d'idées, de méthodes et de bonnes pratiques traduites et conduites par une équipe de cinq permanents (4 salariés et 1 bénévole) pugnaces et dévoués.

Nous tenons à saluer chacune des entreprises et leurs collaborateurs dont l'adhésion fidèle et grandissante atteste de la Responsabilité sociale/sociétale des entreprises (RSE) en Val-de-Marne. Rendons également hommage à l'ensemble de nos partenaires qui nourrissent notre club de leur engagement.

Et maintenant place au bilan après 17 mois d'exercice !

Nous avons souhaité que ce rapport soit concret, factuel et sans ambiguïté sur la légitimité des acteurs économiques à contribuer au développement social durable de leur bassin d'activité, d'emploi et de vie.

C'est avec nous tous que la FACE 94 sera solidairement ancrée en Val-de-Marne.



Bernard BENOIST
Président



Philippe LERAY
Co-président

Les missions de l'association

Des entreprises engagées
pour un territoire durable et partagé par tous



Les missions de l'association



Association de type Loi 1901, FACE Val-de-Marne est un **club d'entreprises** né en août 2012 de la rencontre de deux volontés : celle du Conseil général du Val-de-Marne et celle des entreprises fondatrices, près d'une quarantaine.

Créée avec le soutien de la Fondation Nationale Agir Contre l'Exclusion (FACE) dont l'action en faveur de l'innovation sociale est reconnue d'utilité publique, FACE Val-de-Marne s'appuie ainsi sur un réseau fort de plus de 4 700 entreprises de toutes dimensions réunies dans 57 clubs répartis dans tout l'hexagone.

Ce concept essaime bien au-delà de nos frontières à travers des passerelles établies avec des partenaires européens (Espagne, Belgique...) ou plus lointains, comme le Brésil et le Canada.

Ce rattachement permet à FACE Val-de-Marne d'avoir les moyens d'agir pour son territoire. Il bénéficie de l'expertise en matière de Responsabilité sociale et sociétale des entreprises (RSE) acquise par le réseau national au cours des deux dernières décennies et d'un fabuleux arsenal de méthodologies et d'instruments.

Notre ambition, lutter pour l'inclusion sociale

FACE Val-de-Marne a pour vocation de lutter pour l'inclusion sociale des publics exclus.

Aujourd'hui plus de **60 Grandes entreprises, TPE, PME et SIAE** de divers secteurs d'activité, s'impliquent au sein du club FACE Val-de-Marne pour mettre en place des actions concrètes et de proximité **pour l'insertion, l'emploi et l'égalité** de traitement. Toutes ont fait de leur **ancrage territorial**, une règle de conduite.

FACE Val-de-Marne travaille également en partenariat étroit avec les collectivités territoriales, principalement le Département qui soutient ses démarches et participe au financement de ses actions.

Les missions de l'association



Nos principes

- Agir « par » et « pour » l'entreprise ;
- intervenir sur le territoire avec la participation active de nos membres ;
- associer tous les acteurs du territoire à la conception, la mise en oeuvre et l'évaluation des projets ;
- tendre vers la recherche de pragmatisme et d'efficacité de nos actions.

Nos axes d'intervention : une approche intégrée de la RSE autour de 5 champs d'intervention

« **Vers la découverte des métiers** », pour que les collégiens, lycéens, étudiants, apprentis et enseignants appréhendent concrètement le monde de l'entreprise (tutorat, stages en entreprise...) ;

« **Avec les acteurs du territoire** », aux côtés des collectivités territoriales, associations, organisations, pour un traitement qualitatif de la clause sociale dans les marchés de travaux publics ou privés afin de proposer au personnel en insertion un parcours sécurisant ;

« **Dans l'entreprise** », à destination des dirigeants, RH et salariés pour une appropriation et une déclinaison des objectifs d'égalité et de diversité ;

« **Pour l'emploi** », en faveur des personnes qui en sont éloignées par des actions de simulation aux entretiens, d'ateliers thématiques, de parrainage... ;

« **Au quotidien des habitants** », au cœur des quartiers fragilisés pour accompagner les habitants par des actions de sensibilisation sur l'énergie, la mobilité, les services postaux, les équipements du logement....

Notre savoir-faire

- **l'expérimentation** qui permet de mesurer l'efficacité d'une opération mise en oeuvre sur le territoire et de l'ajuster avant son déploiement ;
- **la collaboration** avec des acteurs publics, privés et associatifs dans l'élaboration et la mise en oeuvre de leurs programmes ;
- **la mutualisation** des acquis et des connaissances par l'animation de réseaux d'acteurs diversifiés, le partage et la diffusion des expériences.

La vie de l'association

17 mois pour créer une nouvelle impulsion
entrepreneuriale en Val-de-Marne



La vie de l'association



FACE Val-de-Marne répond à trois critères de réussite vérifiés dans le cadre d'une étude de faisabilité du Conseil général réalisé en 2011 :

- un potentiel minimal de 40 entreprises/entités économiques ;
- une représentativité du tissu économique du territoire ;
- une complémentarité avec les axes d'intervention des acteurs du territoire.

Après examen de ces trois conditions, l'année 2012 a sacré la naissance de FACE Val-de-Marne, reconnue « projet structurant » du second plan départemental pour l'emploi 2011-2014 (PDE).

UNE ASSOCIATION À L'IMAGE DES FORCES ÉCONOMIQUES DU TERRITOIRE

Cette particularité est une force visible dans la composition de son Conseil d'administration, de son Bureau ainsi que dans la diversité de ses adhérents.

Photographie extraite de l'article Val de Marne n° 290 - Mai 2012



Au démarrage, FACE Val-de-Marne a fédéré 35 acteurs représentatifs du paysage économique du département, de par leur taille (TPE, PME, grandes entreprises, structures d'insertion par l'activité économique...), venus d'horizons variés, issus de filières émergentes ou

historiques (éco-activités, économie sociale et solidaire, BTP, logistique, grande distribution...) et qui s'appuie sur l'implication des acteurs institutionnels, intégrés en tête de réseau au sein de l'association : le Conseil général et la FACE nationale, membres de droit, les Chambres consulaires et Orly international, association en charge de l'animation et de la coordination d'un pacte pour l'emploi sur le 1^{er} pôle économique du sud francilien.

La vie de l'association



COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN 2012

24 membres administrateurs élus par l'Assemblée générale constitutive du 12 avril 2012

Jean-Pierre AUBERT – Délégué à l'évolution des métiers et de l'emploi – SNCF

Slobodan AREZINA – Directeur du développement – LEMAIRE BATIMENT

Vincent BAHOLET – Délégué général – FONDATION FACE

Pierre BELL-LLOCH – Conseiller général – CONSEIL GÉNÉRAL 94

Bernard BENOIST – Gérant – UCP (SCOP)

Pascal BOMBARDIER – Directeur des affaires publiques IDF – GrDF

Jean-Jacques BRIDEY – Président – VALOPHIS HABITAT

Michaël CRECHE – Responsable TQM – RICOH FRANCE

Gérard CUREY – Electricien – CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT 94

Jean-Marc DELAYE – Gérant – SARL JM DELAYE – JMD

Nicolas DUCCELLIER – Directeur général – SETP

Claire GIRARD – Déléguée aux relations territoriales – LA POSTE

Corinne GRAPTON – membre associée – CCI départementale du Val-de-Marne

Christophe JAUNET - Chargé des politiques d'insertion – DERICHEBOURG

Jérémy KECHICHIAN - Responsable ingénierie sociale – RATP

Philippe LERAY – Président directeur général – SNTTP (SCOP)

Didier MASSERON – Directeur d'exploitation – VALENTIN

Christine MASSÉ – Gérante – SAPAH 94/91

François MESSINA – Délégué général – FONDATION AEROPORTS DE PARIS

Jean-Paul OULION – Vice-président – MECATRONIC

Christophe PARGOUX – Responsable de site – DANONE

Julien ROUILLIER – Directeur général – URBAN ENVIRONNEMENT

Amina TONNER – Directrice régionale – GROUPE CASINO

Laurence WILLERVAL – Directrice – PEP'S SERVICES ET EMPLOIS FAMILIAUX

Données chiffrées

6 CONSEILS D'ADMINISTRATION

- 11 mai 2012
- 19 juin 2012
- 4 octobre 2012
- 16 janvier 2013
- 25 avril 2013
- 17 octobre 2013

Rapport d'activité 2012/2013





UN BUREAU SOCIALEMENT RESPONSABLE

de par sa composition (3 PME dont 2 SCOP, 3 grands comptes, 1 SIAE et les 2 Chambres consulaires) :

Bernard BENOIST – UCP (SCOP), **Président**

Philippe LERAY – SNTTP (SCOP), **Co-président**

Pascal BOMBARDIER – GrDF, **Vice-président**

Gérard CUREY – CHAMBRE DE METIERS DU VAL-DE-MARNE (CMA 94), **Vice-président**

Nicolas DUCELLIER – SETP, **Vice-président et Trésorier**

Claire GIRARD – LA POSTE, **Vice présidente**

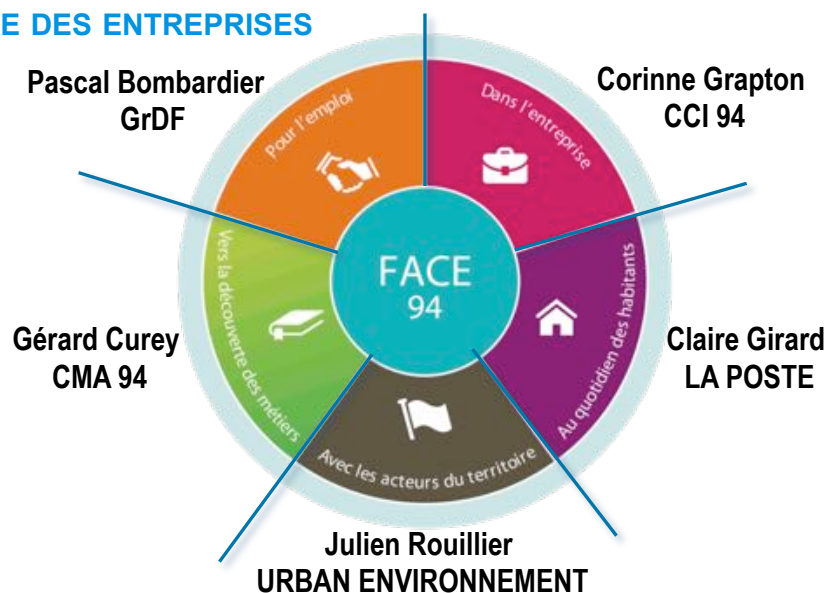
Corinne GRAPTON – CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE 94 (CCI 94), **Vice-présidente**

Christophe JAUNET – DERICHEBOURG, **Vice-président et Secrétaire**

Julien ROUILLIER – URBAN ENVIRONNEMENT, **Vice-président**

parmi lesquels 5 Vice-présidents animent des commissions thématiques correspondant aux 5 axes d'intervention partagés par l'ensemble des clubs labellisés FACE.

5 COMMISSIONS DE TRAVAIL POUR UNE APPROCHE INTÉGRÉE DE LA RESPONSABILITÉ SOCIALE/SOCIÉTALE DES ENTREPRISES



Données chiffrées

6 BUREAUX

- 2 juillet 2012
- 12 septembre 2012
- 6 décembre 2012
- 12 février 2013
- 2 juillet 2013
- 17 octobre 2013

30 COMMISSIONS DE TRAVAIL

- 6 commissions « Vers la découverte des métiers »
- 6 commissions « Avec les acteurs du territoire »
- 6 commissions « Dans l'entreprise »
- 6 commissions « Pour l'emploi »
- 6 commissions « Au quotidien des habitants »





Un plan d'action réaliste et solidaire

décidé par les entreprises en lien direct avec les parties prenantes du territoire.

« Vers la découverte des métiers »

- Amener les jeunes à découvrir métiers et savoir-faire ;
- Proposer des stages aux collégiens n'accédant à aucun réseau professionnel.

« Avec les acteurs du territoire »

- Optimiser les parcours d'insertion en exploitant les leviers de la clause sociale et de la synergie entre acteurs territoriaux.

« Dans l'entreprise »

- Identifier et révéler les bonnes pratiques des entreprises en matière de diversité et d'égalité.

« Pour l'emploi »

- accompagner et développer une relation suivie avec les personnes éloignées de l'emploi.

« Au quotidien des habitants »

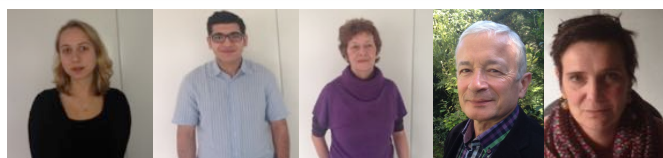
- Sensibiliser les habitants aux gestes économes.

Les ressources mobilisées

Ressources financières

Cotisations et dons des membres représentent les ressources propres de

l'association soit **76 800 €**. Et, pour engager les premières initiatives du club, le Conseil général a versé une dotation d'aide au fonctionnement d'un montant de **45 000€**.



Le Conseil d'administration adoptait le 16 janvier 2013 le budget prévisionnel de **100 150 €** sur un exercice comptable de 17 mois (du 18 août 2012 au 31 décembre 2013).

Une équipe d'opérationnels « terrain »

5 personnes impliquées au quotidien à servir avec dévouement et conviction le plan d'action de l'association : Lucie Masse - apprentie en Master II MIESS, Samy Réмили - emploi d'avenir à temps plein, Nadia Noféri - senior à 4/5^{ème}, Gilles Freyssinet – bénévole et Sylvie Melnikoff – mise à disposition à titre onéreux par la CCI 94 à temps plein.

Légende photo, de gauche à droite :

Lucie Masse, Chargée de projet en apprentissage Master II, Samy Réмили, Chargé de projet, Nadia Noféri, Assistante de Direction, Gilles Freyssinet, Chargé de projet bénévole – Directeur retraité de l'Ecole de la deuxième chance 94 (E2C 94) et Sylvie Melnikoff, Directrice.

Les réalisations de l'association

Un développement en 5 actes

Cinq axes d'intervention et autant de groupes de travail



« Vers la découverte des métiers »

Un pour tous les collégiens !



Chaque collégien de 3^{ème} doit effectuer un stage de découverte de l'entreprise à condition de trouver lui-même l'entreprise prête à l'accueillir durant une semaine. En moyenne sur une classe de 20 élèves, 20 % ne trouvent pas l'entreprise de leur choix.

Aucun dispositif accompagne la mise en relation avec l'entreprise.

Le plus souvent, le recours à l'entourage (parents, amis...) représente une aide précieuse pour la prise de contact avec le milieu de l'entreprise.

Cette phase d'investigation peut renforcer les inégalités scolaires et le sentiment d'échec pour l'élève qui n'accède à aucun réseau relationnel.

Ici, s'inscrit le souhait de FACE Val-de-Marne de mettre en place l'outil *FACElink* pour faciliter, optimiser la rencontre entre professionnels et collégiens, renforcer l'égalité de tous devant le monde du travail et contribuer à l'orientation choisie des collégiens.

FACElink, des stages à portée de clic

FACElink est un réseau social privé, sécurisé et gratuit qui permet de rapprocher de manière interactive des collégiens de 3^{ème} et des entreprises dépositaires d'une ou de plusieurs offres de stage.

Développé par la société BlueKiwi, *FACElink* est le fruit d'une collaboration entre les fondations FACE Nationale et DELL. Il a été expérimenté en 2010/2011 au sein de deux clubs FACE locaux - Hérault et Seine-Saint-Denis - dans le cadre du dispositif "Tremplin 3^{ème}, pour une orientation choisie". La configuration de cet outil numérique permet de créer un espace dédié à FACE Val-de-Marne qui, au fil du temps, pourrait concerner une cible plus large (lycéens, étudiants, apprentis) pour laquelle la phase d'immersion en entreprise conditionne l'obtention du diplôme.

Données chiffrées

Coût de l'outil *FACElink* (estimation année 2012)

- 7 000€ HT /an (licence)
- 12 500€ HT (formation appropriation de l'outil)

Rapport d'activité 2012/2013



« Vers la découverte des métiers »

Un pour tous les collégiens !



Une ingénierie de projet partagée par deux acteurs de référence

Si le projet prend appui sur les entreprises, il nécessite l'implication de deux acteurs clés :

• **la Direction des collèges du Conseil général** : en référence au plan d'action de sa politique éducative contre l'échec, les inégalités scolaires et pour la réussite de tous les collégiens val-de-marnais - " Réussir, ils en sont tous capables »

FACE Val-de-Marne souhaite se saisir de la volonté du Département de proposer aux collégiens une offre de stages des services départementaux. Les entreprises partenaires de la collectivité pourraient s'impliquer dans cette démarche.

• **le Rectorat du Val-de-Marne** : pour définir le périmètre d'intervention pertinent et accréditer le bien-fondé du dispositif auprès des Responsables d'établissements et du corps professoral.

Une gratuité contre un financement aidé

Pour mener à bien le projet *FACElink*, le décliner et l'animer, l'investissement dans l'outil est incontournable. Le budget de l'association ne permettant pas une avance de fonds, deux hypothèses financières ont été investiguées :

la Fondation AVIVA (18 000 €) et le Fonds de Coopération de la Jeunesse et de l'Education Populaire (FONJEP – 25 000 €) dans le cadre de la mesure « Appui aux projets micro-associatifs ».

Une bourse de stages revisitée

L'instruction négative des deux financeurs pressentis, n'a pas pour autant découragé les membres de la commission. Le temps de trouver des solutions financières autres, la commission, force de propositions, a envisagé une autre alternative : une bourse de stages versus « papier ».

Perspectives 2014

- Solliciter d'autres financements pour l'outil *FACElink*
- Mettre en place une bourse de stages « papier » en partenariat avec le Rectorat de Créteil



Membres impliqués

Chambre de métiers et de l'artisanat 94, Chambre de commerce et d'industrie 94, Conseil général, Derichebourg, JMD, Lemaire Bâtiment, Setp, Sntpp, Ucp, Valentin.

« Avec les acteurs du territoire »



Clause sociale, faisons du qualitatif !

Les clauses sociales ont pour vocation de permettre aux donneurs d'ordre d'utiliser la commande publique voire privée comme outil de lutte contre le chômage et l'exclusion.

Les diverses initiatives menées localement ont montré les effets positifs des clauses sociales :

- un dispositif favorisant la cohésion sociale et la création d'emplois ;
- un vivier de candidats pour les entreprises ;
- un retour à l'emploi de personnes en grande précarité.

Un effet levier à consolider et à renforcer

Si ce constat fait l'unanimité parmi les membres de l'association, il doit cependant être nuancé car l'expérience « terrain » révèle :

- un nombre d'heures parfois insuffisant pour répondre à l'insertion professionnelle ;
- des modalités d'exécution hétérogènes ;
- une application circonscrite à des territoires (quartier, commune, communauté d'agglomération...) ;
- une multiplicité d'acteurs ;
- enfin, une offre d'insertion peu lisible (pas de sourcing en amont).

Pour la mutualisation des heures d'insertion

Après 17 mois d'échanges et de rencontres, de l'avis de tous les participants, pour optimiser le retour à l'emploi durable du personnel en insertion et éviter les ruptures de parcours, il faut nécessairement mutualiser les heures générées par les marchés publics et privés.

Pour confronter cette ambition aux pratiques, la commission a souhaité aller au devant des acteurs territoriaux concernés et engager une réflexion autour de 5 points jugés déterminants :

1. l'identification des donneurs d'ordre ;
2. l'identification des acteurs intervenant dans l'accompagnement de la mise en oeuvre des clauses ;
3. le recensement des marchés intégrant la clause sociale ;
4. la coordination de tous les acteurs locaux concernés ;
5. les métiers couverts par les structures d'insertion par l'activité économique du Val-de-Marne.

« Avec les acteurs du territoire »



Clause sociale, faisons du qualitatif !

Vers la mutualisation des pratiques en Val-de-Marne

La connaissance du nombre de marchés clausés et clausables et l'identification des parties prenantes sont étroitement liées aux territoires dont les échelles sont variées. En somme, il n'y a pas de données départementales globalisées.

La gestion des clauses revient, le plus souvent à un chargé de mission rattaché à une collectivité, un PLIE (Plan local pour l'insertion et l'emploi)..., désigné « facilitateur ». Il est le seul interlocuteur, quel que soit le donneur d'ordre, dont la mission est de transformer la contrainte en offre de services pour l'entreprise.

Chacun revendique être un « guichet territorial » associant tous les acteurs du dispositif (les structures d'insertion par l'activité économique, le service public de l'emploi, les organismes prescripteurs, les entreprises, les maîtres d'œuvre...). Tous déclarent être sensibles à la mutualisation des heures et s'efforcer de l'appliquer dans la mesure du possible, notamment par la mise en place en 2010 d'un réseau des facilitateurs. Ce réseau informel ne couvre pas l'ensemble du département.

Pour une mutualisation des ressources locales

L'échelle territoriale des marchés des entreprises ne correspond pas forcément au périmètre d'intervention d'un facilitateur. De surcroît, la clause conditionnée le plus souvent à la domiciliation des bénéficiaires, peut inciter à des pratiques de rupture de parcours au profit d'un compte d'heures à respecter...

Ce constat invite la commission à impulser une large concertation territoriale pour aboutir à une démarche structurée de mise en œuvre de la clause sociale et à trouver le territoire pertinent concerné par des opérations d'aménagement d'envergure (Grand Paris). L'expérimentation sur un des pactes territoriaux serait une opportunité à saisir car tous sont confortés par un portage politique. Sans ce portage politique, le principe de la mutualisation des heures ne pourra pas être garanti.

Pour une mutualisation affranchie des limites administratives

La commission propose de mutualiser les heures d'insertion dues sur plusieurs opérations, en permettant aux bénéficiaires de passer d'un chantier à l'autre, peu importe la localisation en Val-de-Marne. Cette souplesse permettrait d'optimiser la logique de parcours d'insertion (ex : des actions de formation qualifiantes...) où chaque partenaire mettrait ses compétences au service d'une démarche commune, dans l'intérêt des personnes bénéficiaires du dispositif.

« Avec les acteurs du territoire »

Clause sociale, faisons du qualitatif !

Et pour aller plus loin

Dans cet esprit de faire bien et mieux, trois autres sujets ont été abordés :

- le lien entre SIAE et entreprises privées classiques doit être encouragé et ouvrir des perspectives de collaboration étroite notamment en faveur du personnel en fin de parcours d'insertion par l'activité économique (IAE) ;
- la sensibilisation du personnel encadrant accueillant les salariés en insertion (Formation des encadrants) ;
- la participation à la commission de travail « accompagner le développement et soutenir la consolidation du secteur de l'insertion par l'activité économique sur le territoire du Val-de-Marne – initiée par le Conseil général (OPUS 3).

Ces Trois points sont inscrits dans les travaux de la commission, à moyen terme.

Données chiffrées

5 rencontres pour approcher les acteurs concernés et comprendre leur mode de fonctionnement :

- 27 mars 2013 : participation au Conseil d'administration de l'AMUPLIE 94 (Association pour la mutualisation des PLIE du 94)
- 20 avril 2013 : événementiel **Equi'val** organisé par le Conseil général 94 participation à l'atelier « Entreprendre autrement » en présence de structures d'insertion par l'activité économique
- 18 juin 2013 : rencontre avec le réseau des facilitateurs du Val-de-Marne
- 2 septembre 2013 : rendez-vous avec le Délégué territorial 94 - Région IDF
- 9 octobre 2013 : rendez-vous avec le Directeur territorial de Pôle emploi



Perspectives 2014

- Constituer un groupe de travail conviant l'ensemble des parties prenantes de la clause sociale et définir un process de collaboration
- Expérimenter le process sur un territoire pertinent
- Mettre en place des perspectives de collaboration avec les SIAE
- Proposer un partenariat avec **Paris métropole** sur nos services
- Améliorer l'accueil du personnel en insertion par la programmation d'un atelier de sensibilisation dédié aux encadrants des entreprises de l'économie classique

Membres impliqués / acteurs associés

Urban Environnement, Chambre de métiers et de l'artisanat 94, Conseil général, Insertion service, Les délices d'Alice, Orly international, RATP, Razel-Bec, Satelec, Setp, Sntpp, Ucp – Plaine centrale initiative, Plie COV, Gip Ivry-Vitry, Région, Ville de Choisy.

« Dans l'entreprise »

Egalité/Diversité, révéler les bonnes pratiques !



Chambre de commerce et d'industrie, Chambre de métiers et de l'artisanat, Conseil général et le club d'entreprises FACE Val-de-Marne font de la diversité et de la lutte contre les discriminations une priorité de chaque instant. Réunis au sein de la commission « Dans l'entreprise », ils ont missionné l'Association Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail Ile-de-France (ARACT IDF) de mener une étude départementale.

Les quatre partenaires de ce projet sont pleinement mobilisés, chacun dans leur domaine de compétence, dans la poursuite de cet objectif et ont décidé d'unir leurs volontés afin de mener une enquête quantitative et qualitative, établir un diagnostic de la situation des entreprises et mettre en place des préconisations d'actions pour le club.

Une enquête sur quatre champs prioritaires d'intervention

Cette action, inscrite dans le cadre de la déclaration commune du 31 janvier 2013 des partenaires du Plan pluriannuel pour l'égalité d'accès à l'emploi et dans le travail en Ile-de-France (Etat, Région, partenaires sociaux) porte sur quatre thématiques :

1. l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
2. l'accès et le maintien dans l'emploi des seniors ;
3. l'accès et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées ;
4. l'articulation entre les discriminations liées à l'origine et les territoires.



Une enquête “miroir”

Deux questionnaires distincts pour deux cibles concernées :

▪ **un questionnaire dirigeant/responsable des ressources humaines** pour élaborer un diagnostic factuel des connaissances et des pratiques des entreprises val-de-marnaises. Les acteurs locaux publics ont été sollicités pour diffuser le document auprès des entreprises de leur territoire ;

▪ **un questionnaire à destination des IRP/DS** fondé sur les mêmes thématiques. Il présente les mêmes caractéristiques que le questionnaire dirigeant. Il a été adressé aux IRP/DS des entreprises val-de-marnaises par le biais des organisations syndicales partenaires au niveau départemental.

Membres impliqués

ADP, Colas Ile-de-France Normandie, Conseil général, GrDF, Groupe Casino, Lemaire Bâtiment, Razel-Bec, Ricoh France, Setp, Sntpp, Ucp, Valentin.



« Dans l'entreprise »

Egalité/Diversité, révéler les bonnes pratiques !



Perspectives 2014

Deux livrables programmés ...

▪ **Un diagnostic des connaissances et des pratiques** des entreprises du Val-de-Marne en matière de lutte contre les discriminations et pour l'égalité à partir des éléments de l'enquête quantitative. Les résultats seront valorisés :

- dans le cadre du séminaire de restitution du Plan Régional Égalité ;
- sur le site internet du Plan Égalité ;
- sur le site internet des partenaires contributeurs (ARACT IDF, Conseil général et Chambres consulaires).

▪ **Un guide des bonnes pratiques des entreprises comportant :**

- une synthèse des principaux enseignements de l'enquête quantitative ;
- 20 à 30 portraits des « bonnes pratiques » d'entreprises avec le témoignage d'un dirigeant et d'un salarié et/ou d'un membre d'une instance représentative du personnel (IRP) ;
- des fiches thématiques reprenant les obligations réglementaires et les ressources (humaines et documentaires) au niveau régional et départemental.

Sur décision de la commission, résolue à produire un document représentatif du tissu économique du Val-de-Marne, le guide mettra à l'honneur des entreprises membres et non membres, prioritairement les TPE/PME.

... sous les projecteurs d'une manifestation emblématique

Enfin, pour renforcer la diffusion de cette enquête et de ses livrables sur le territoire du Val-de-Marne, un événementiel sera organisé au second semestre. Le souhait de FACE Val-de-Marne est de permettre aux entreprises d'identifier les bonnes pratiques de leurs homologues et de repérer les conditions de transfert de ces expériences au sein de leur propre entité. L'association envisagerait de leur proposer du mécénat de compétences.

Données chiffrées

- **91** retours questionnaires
- **35** entreprises contactées pour la réalisation des portraits
- **13** portraits réalisés dont 8 membres de FACE Val-de-Marne...



« Pour l'emploi »



Accompagner sur tous les fronts

Bien que cette commission soit la dernière mise en place, en quelques mois elle a multiplié ses actions fondées sur des approches concrètes, en présence de dirigeants et de collaborateurs, pour reconnecter les personnes éloignées de l'emploi avec l'entreprise, ses codes et ses attentes.

Ici, réside la plus value de FACE Val-de-Marne ! Retour d'expériences sous toutes leurs facettes !

DES ÉVÉNEMENTS « PLURIELS » ET DES ACTIONS « SUR-MESURE »

Le Val-de-Marne est riche en manifestations ! Au travers des simulations à l'entretien d'embauche, l'animation d'ateliers thématiques, le recrutement... les membres de FACE Val-de-Marne sont allés au devant des demandeurs d'emploi.

Rendre compte du marché du travail et des difficultés de positionnement, repérer les freins et identifier les pistes de progrès.... Sous le signe de la bienveillance, Responsable RH, Dirigeants et chefs d'entreprise ont délivré, commentaires, conseils et recommandations pour que les candidats gagnent en confiance et en assurance.

- **JOB DATING EMPLOI ET MIX'CITÉ**, 2 éditions organisées par la CCI 94 (21 novembre 2012 et 27 juin 2013)
- **VIVRE ENSEMBLE À CHAMPIGNY** (3 juillet 2013)
- **OPÉRATION BUS T7/RD7 « ITINÉRAIRES VERS L'EMPLOI »** organisée par le Conseil général, (octobre 2013)
- **LES RENCONTRES DE L'EMPLOI DE BONNEUIL S/M** (17 octobre 2013)



Données chiffrées

- **80** candidats pour la simulation d'entretien
- **7** projets professionnels auditionnés
- **20** personnes reçues dans le cadre des ateliers « Regard d'un pro » sur les CV (estimation)
- **2** ateliers sur les codes de l'entreprise et **52** participants

TOTAL : 159 bénéficiaires

Atelier sur les codes de l'entreprise à Vitry-sur-Seine le 1^{er} octobre 2013



« Pour l'emploi »

Accompagner sur tous les fronts



Les rendez-vous pour l'emploi d'Orly Paris, un espace expérimental



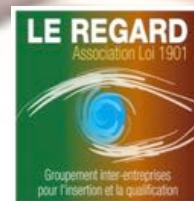
Un événement emblématique dont les co-organisateurs sont Orly Paris®, Pôle emploi, les Chambres consulaires du Val-de-Marne et de l'Essonne.

Des Rendez-vous financés par la Région Île-de-France, les Conseils généraux de l'Essonne et du Val-de-Marne, ainsi qu'Aéroports de Paris (membres fondateurs d'Orly Paris®)

Plus de 7000 visiteurs se sont rendus à cette journée dédiée à l'emploi, la formation et l'insertion organisée sur le 1^{er} pôle économique du sud de l'Île-de-France, territoire qui rassemble 18 communes, 360 000 habitants et plus de 18 000 entreprises autour de l'aéroport d'Orly, 2^e aéroport français.

Une présence démultipliée au sein de trois espaces :

- animation d'un atelier sur les métiers des Travaux Publics co-animé avec l'association Le Regard, illustré par la projection d'un film et les témoignages de deux dirigeants et d'un salarié issu de l'insertion ;
- tenue d'un stand présentant l'offre de services de l'association ;
- Expérimentation de facealemploi.tv, une des actions phares de la FACE avec le concours du club FACE Paris.



Données chiffrées

- 8 jeunes présents à l'atelier sur les métiers du TP
- Une cinquantaine de visiteurs sur le stand
- 18 CV vidéos réalisés



45 secondes valent parfois mieux qu'un long CV

Lancée en 2012 par la Fondation nationale, avec l'appui des ministères en charge de l'Emploi et de la Ville ainsi que de l'Union Européenne (FSE) et de l'Acsé, facealemploi.tv est la 1^{ère} plateforme nationale de CV vidéo qui met en relation des entreprises et des personnes éloignées de l'emploi, en particulier des jeunes issus des quartiers prioritaires en quête d'un emploi, d'un stage ou d'une formation en alternance. Ce dispositif propose en lien avec les structures locales (Pôle emploi, Missions locales, PLIEs...), un accompagnement gratuit des candidats, de l'élaboration du script au tournage de la séquence vidéo. En 45" ce CV ambitionne de présenter leur projet et parcours professionnel, mais surtout, de présenter des qualités que le CV papier ne révèle pas.

Objectif d'ici fin 2013 : réaliser sur 7 villes pilotes, 1500 CV vidéo.

L'extension du périmètre au 94 a permis à FACE Val-de-Marne de s'engager aux côtés d'un site pilote, Paris, en s'appuyant sur l'expertise du club FACE Paris, opérateur de l'action en Ile-de-France.

Données chiffrées

80 jeunes val-de-marnais se sont prêtés à l'exercice (E2C 94, 3 lycées professionnels (Fresnes, Kremlin-Bicêtre et Charenton) Forum Orly, Forum Avenir Jeune de Créteil et Ville de Champs-sur-Marne).

« Pour l'emploi »



Accompagner sur tous les fronts

PARRAINAGE, PRENDRE UN FILLEUL PAR LA MAIN....ET L'EMMENER VERS L'EMPLOI

Cette initiative consiste à mettre en place un **réseau de parrains/marraines** pour aider des jeunes val-de-marnais à engager une réflexion sur leur orientation scolaire et/ou professionnelle, à établir des contacts et à s'ouvrir au monde de l'entreprise et de l'emploi.



Céline Billard, DRH de Colas IDF Normandie en présence de son filleul

Cette action, cofinancée par le Département et l'Union Européenne (FSE), s'inscrit dans le cadre du dispositif « AJI » (Accompagner des Jeunes vers l'Insertion) du Conseil général du Val-de-Marne.

Ce dispositif inscrit sur deux ans, vise à améliorer l'accompagnement vers l'autonomie de 30 jeunes, répartis en deux sessions, ayant des difficultés sociales et/ou familiales et/ou d'insertion professionnelle pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance.

Pour mener à bien cette opération, FACE Val-de-Marne et le Comité de Bassin sud 94 (CBE sud 94) ont mutualisé leurs ressources, créé des outils spécifiques et conduit cette action de concert avec le soutien de la Chambre de métiers et de l'artisanat du Val-de-Marne.



Didier Masseron, Directeur d'exploitation, entreprise Valentin face à son filleul

Durée de la démarche : par session, 9 mois alternant entretiens personnalisés et ateliers thématiques.

La 1^{ère} session a été lancée le 5 novembre 2013. La seconde débutera en février 2014.

Données chiffrées (1^{ère} session)

- **23** candidatures
- **11** filleul-es
- **11** parrains/marraines
- **2** ateliers et **15** participants (CBE inclus)
 - Comprendre l'entreprise pour mieux s'y impliquer
 - Vivre l'entreprise et comprendre ses métiers

Membres impliqués sur l'ensemble des actions

Atelier Demaille, Chambre de commerce et d'industrie 94, Chambre de métiers et de l'artisanat 94, Colas Ile-de-France Normandie, Conseil général, Eiffage TP réseaux, GrDF, Lemaire Bâtiment, Orly International, R2t Btp, Satelec, Secteur, Setp, Sntpp, Snv, Ucp, Valentin.

Soirée de lancement de la 1^{ère} session



Crédit photo du Département - Aumercier

« Pour l'emploi »

Accompagner sur tous les fronts

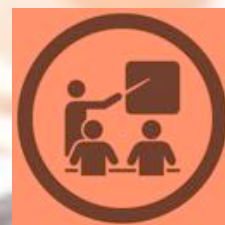


Perspectives 2014

Ateliers thématiques, proposer une offre de services aux acteurs locaux

Issus du parrainage, trois ateliers thématiques pour expliquer les codes de l'entreprise, conçus avec les chefs d'entreprise et animés en leur présence :

- comprendre l'entreprise pour mieux s'y impliquer
- le savoir-être, une compétence requise
- comprendre l'offre d'emploi et adapter son CV et sa lettre de motivation



Le parrainage revisité, deux actions en gestation

▪ Une TP Academy

Avec les travaux du futur métro du Grand Paris express, on estime à 15 000 par an le nombre d'emplois qui pourraient être créés.



Favoriser la rencontre par la visite de chantiers emblématiques (T7-RD7 – Villejuif et Parc du Coteau – Arcueil)



Photos extraites de « Créteil
Vivre ensemble »

En partenariat avec l'association Le Regard (un groupement inter-entreprise pour l'insertion et la qualification de personnes en difficulté) et l'E2C 94, conforter le projet professionnel de 12 jeunes sur les métiers des travaux publics par l'alternance. Démarrage en Mars 2014.

▪ Une Job Academy

A l'instar de l'action parrainage décrite précédemment (cf. page 22), avec le soutien du Conseil général, former une promotion de 12 personnes allocataires des minimas sociaux, prioritairement issus des quartiers prioritaires. Objectif : durant 6 mois redynamiser leur recherche d'emploi. Lancement en septembre 2014.

Facealemploi.tv pour le plus grand nombre

Le dispositif s'ouvrant à un public plus large (personnes souffrant d'un handicap, les allocataires du RSA, seniors...) étudier les conditions de faisabilité pour un déploiement en Val-de-Marne.



« Au quotidien des habitants »



Exprimer la voix de l'entreprise face au défi de loger ses salariés

Dans un contexte de recompositions institutionnelles et territoriales et de mise en oeuvre de nouvelles politiques du logement, la question du logement des salariés trouve toute sa place. C'est un axe de lutte contre l'exclusion.

Mal logement, distance domicile/travail, temps de trajet... la conjonction de ces problèmes influe sur la vie et la compétitivité des entreprises (retard, absentéisme des salariés, difficultés de recrutement, turn-over, etc.) et peut peser grandement sur l'attractivité du département.

Ainsi, FACE Val-de-Marne a rejoint les parties prenantes (syndicats, collectivités, bailleurs sociaux, Comités interprofessionnels du logement (CIL)...) de l'étude lancée en 2012 par le Conseil général.

Une implication à deux niveaux :

- de juillet à décembre 2012, la démarche de diagnostic privilégiant l'expression des acteurs par le biais de questionnaires et d'entretiens qualitatifs ;
- l'élaboration d'un plan d'action à partir des points saillants du diagnostic autour de deux temps forts :
 - un dialogue avec chaque groupe d'acteurs pour la prise en compte de leurs problématiques, missions et contraintes dans le cadre d'ateliers réservés ; réunion **le 3 juin 2013** avec les entreprises ;
 - une réflexion collective **le 1^{er} octobre 2013** en présence de tous les acteurs associés pour identifier et débattre sur les actions à conduire autour de 4 axes de progrès dont 3 issus de l'expression des entreprises, ci-dessous listés.

Des axes de progrès identifiés qui font écho aux besoins observés :

- **Renforcer et développer les dispositifs spécifiques au logement des salariés**
 - améliorer la réponse au besoin de rapprochement domicile-travail
 - développer une politique coordonnée de commercialisation des logements « intermédiaires »
 - entretenir une relation partenariale avec l'ensemble des CIL actifs sur le territoire
 - accompagner les entreprises dans leur politique de logement
- **Informier et orienter les entreprises et les salariés vers les réponses adaptées**
 - développer un service d'information dédié aux entreprises apportant une réponse (orientation) pour le logement de leurs salariés
 - accroître la présence de structures ou la visibilité d'Action Logement (1% logement) sur le territoire
- **Développer des expérimentations**
 - expérimenter la mutualisation de moyens de petites entreprises
 - conduire une concertation forte en vue de mettre en oeuvre des outils de maîtrise du coût du foncier
 - participer ou faciliter ou initier des Plans de déplacement des entreprises (PDE) intégrant le volet logement pour les TPE/PME

Membres impliqués

Casino, Chambre de commerce et d'industrie 94, Chambre de métiers et de l'artisanat 94, Colas Ile-de-France Normandie, GrDF, Jean Lefebvre, RATP, Razel-Bec, Ricoh, Satelec, Setp, Sntpp, Snv, Ucp, Valophis Habitat, Valentin.

« Au quotidien des habitants »



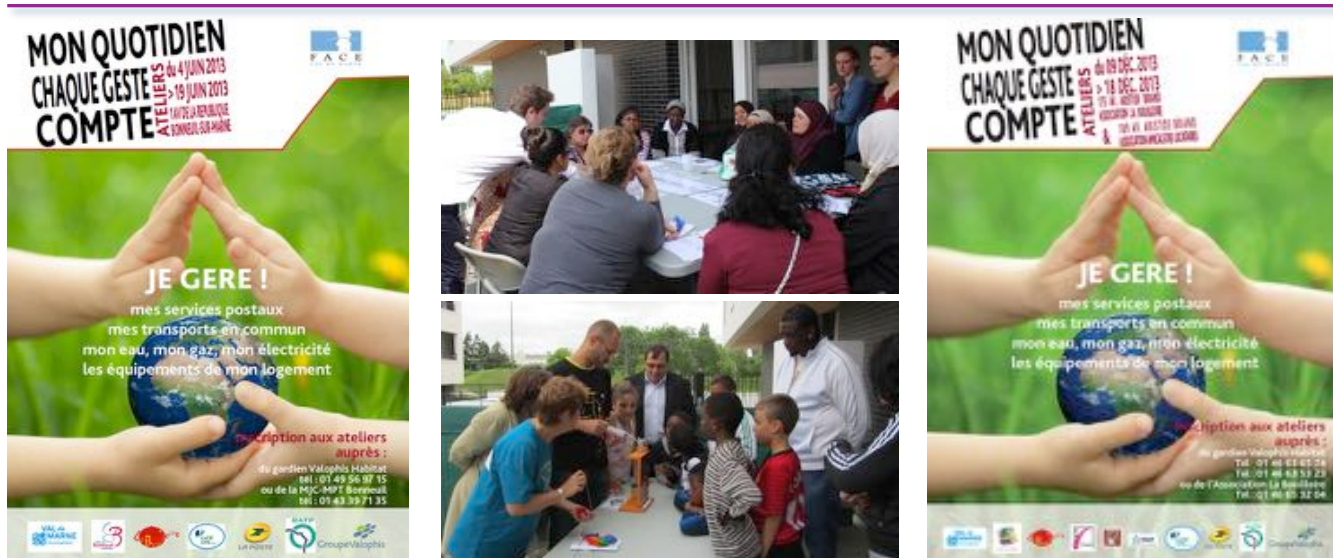
Sensibiliser aux gestes économes

Il s'agit d'aller « vers les habitants » et de « faire avec eux » en leur proposant une palette d'ateliers « pédagogiques » de proximité et gratuits au cœur de leur lieu de vie. Ces ateliers regroupés sous la bannière commune « **Mon quotidien, chaque geste compte** » traitent des services postaux, de la consommation électrique, de l'utilisation du gaz, des enjeux de l'habitat durable et de la mobilité-transports.

Entreprises et collaborateurs de FACE Val-de-Marne se sont engagés à aider ceux et celles qui souhaitent comprendre les éco-gestes qui permettent de maîtriser leurs dépenses et leur temps. Retour d'expériences sur trois communes : Bonneuil-sur-Marne, Marolles-en-Brie et Cachan.

Cinq entreprises engagées...

Ces ateliers ont été conçus grâce à l'implication de 5 entreprises (ERDF, LA POSTE, GrDF, la RATP et VALOPHIS HABITAT), chacune apportant outils, contenu et formation afin que l'animation des ateliers soit confiée aux collaborateurs de FACE Val-de-Marne ou co-animée par un tiers (association La Bouilloire pour Valophis Habitat) avec lequel une franche collaboration est établie. Hors temps collaborateur, cet apport est estimé à plus de 40 000€.



... au cœur des quartiers prioritaires...

Cette action accompagne un programme de renouvellement urbain en Zone urbaine sensible portant sur la construction ou la réhabilitation du parc de logements de Valophis Habitat, principal bailleur social du département. Pour autant, les ateliers sont accessibles au plus grand nombre et sont ouverts aux habitants des quartiers limitrophes. Pour mener à bien cette opération, Valophis Habitat met à disposition gratuitement un appartement neutralisé durant toute la programmation des ateliers.

... avec l'appui des acteurs relais locaux

Parce que cette offre doit s'intégrer dans le travail mené par les différents acteurs de terrain, l'organisation des ateliers doit s'inscrire dans un climat de coopération avec ces derniers. Leur relation avec le public permet d'établir une programmation pertinente, relayer l'information, diffuser les supports de communication et recueillir les inscriptions. Ce partenariat est une condition de réussite.

« Au quotidien des habitants »



Sensibiliser aux gestes économes

Décliner les ateliers, version mobile

Pour affirmer plus encore la relation de proximité, FACE Val-de-Marne a envisagé se saisir de l'opportunité offerte par la RATP de disposer d'un bus à deux points d'arrêt stratégique de la ligne 308 traversant le département d'est en ouest (99 points d'arrêt sur 7 communes sillonnant les principales zones « Politique de la Ville » et sites en renouvellement urbain).

Hélas, cette déclinaison, n'a pas pu aboutir en raison de financements infructueux (NEXANS – 29 880 € et QUALITEL – 16 050 €).



Cachan, 2 ateliers « Le gaz au naturel – GrDF » et « L'électricité, où sont les clés ? – ERDF » animés dans le hall de l'hôtel de ville de Cachan le 4 décembre 2013

Données chiffrées :

- du 4 au 16 juin 2013, Bonneuil-sur-Marne – Résidence Coton II
- Journée du 28 novembre 2013, Marolles-en-Brie – Salon de l'environnement et du développement durable
- du 4 au 18 décembre 2013, Cachan – Cité Jardin

16 ateliers réalisés **93** participants

Entreprises impliquées

Outre ERDF, LA POSTE, LA RATP, GrDF et VALOPHIS HABITAT, ont participé à la réflexion : ADP, Conseil général, Insertion service, Les délices d'Alice, Setp, Sntpp, Snv, Ucp.

Perspectives 2014

- expérimenter les ateliers auprès des salariés au sein des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) et d'entreprises membres de l'association
- élargir la cible à des SIAE non membres
- engager une commercialisation des ateliers auprès des collectivités



D'autres FACettes de l'association



Pêle-mêle de manifestations



FOCUS SUR 4 AUTRES ÉVÉNEMENTS

CAP Diversité organisé par la CCI 94 : intervention à 2 tables rondes

Rencontres actions à Champigny S/M : regards croisés avec la jeunesse campinoise

1^{er} Forum pour l'emploi et le développement économique de la nouvelle Communauté d'agglomération Seine-Amont : un événement fondateur où FACE Val-de-Marne a animé un atelier-conférence sur la Responsabilité sociétale des entreprises en présence du Cabinet Alteractive, une agence de Conseils et de Services visant à accompagner les entreprises dans une démarche stratégique RSE.



Les 5 Vice-présidents à la tribune face à un parterre d'invités



Célébration du 1^{er} anniversaire de l'association le 20 juin 2013 :

A l'occasion de son premier anniversaire, FACE Val-de-Marne a présenté son plan d'action devant un parterre de 120 acteurs locaux conviés par Christian FAVIER, Sénateur et Président du Conseil général.

Un film a été réalisé par la Web TV pour illustrer les axes d'intervention.

Sans oublier nos interventions au sein de 2 conseils d'administration : AMUPLIE 94 le 27 mars 2013 (Association pour la mutualisation des PLIEs 94) et Comité de Bassin d'emploi sud Val-de-Marne le 13 décembre 2013.

Sous d'autres FACettes



Pêle-mêle des échos de la presse locale



Journal économique de Choisy-le-Roi – 2^{ème} semestre 2013.
3 pages dédiées à la présentation de FACE Val-de-Marne.

La Gazette de la réussite de la ville de Champigny
relatant les échanges entre la jeunesse champinoise et
les acteurs économiques

Val-de-Marne, le magazine du Conseil général - patchwork d'articles - décembre 2011, mai 2012, août 2012, juin 2013



A l'occasion de l'événementiel du 20 juin 2013 célébrant le 1^{er} anniversaire de FACE Val-de-Marne organisé par le Conseil général, ci-dessus communiqué de presse et bandeau, réalisés par le service de la communication du Département, parus dans le supplément économique Le Parisien le 10 juin 2013.

Sous d'autres FACETtes



Des publications spécifiques

Published on Aract IDF (<http://www.aractidf.org>)

Accès : Preter-friendly PDF > Val-de-Marne : l'ARACT réalise une étude sur l'égalité et la lutte contre les discriminations dans le travail

Val-de-Marne : l'ARACT réalise une étude sur l'égalité et la lutte contre les discriminations dans le travail

Le Club FACE (Fondation Agir Contre l'Exclusion) Val-de-Marne rassemble des grands groupes et des petites et moyennes entreprises (TPE / PME). Il a pour vocation de mettre en œuvre et de développer des actions concrètes et innovantes en faveur de l'emploi et de l'insertion. Dans le cadre de la commission "Dans l'Entreprise", l'ARACT Ile-de-France a été missionnée pour mener une étude territoriale sur l'égalité et la lutte contre les discriminations dans le travail.

Interview de Maroussia Krawec, chargée de mission de l'ARACT Ile-de-France

L'ARACT Ile-de-France réalise une étude sur l'égalité et la lutte contre l'exclusion afin de mieux comprendre ce qui fonctionne et ce qui se met en place dans les entreprises du territoire. L'objectif est de faire s'exprimer principalement les petites entreprises (majoritaires dans le Val-de-Marne) et de savoir comment une PME peut intervenir sur ces sujets. A terme, les bonnes pratiques de ces entreprises seront réunies dans un guide départemental.

Source URL : <http://www.aractidf.org/identifier-bonnes-pratiques-egalite-lutte-contre-discriminations-dans-travail-entreprises-Val-de-Marne>

Valorisation de l'enquête Egalité – Diversité sur le site de l'ARACT <http://www.aractidf.org>

Source URL : <http://www.aractidf.org/identifier-bonnes-pratiques-egalite-lutte-contre-discriminations-dans-travail-entreprises-Val-de-Marne>



FACE Val-de-Marne figure dans l'offre de service RH d'Orly Paris. Un guide édité après les rendez de l'emploi de Orly Paris du 14 novembre 2013.



Une présence sur les sites web des acteurs locaux : Agence de développement, Chambre de commerce, Conseil général, Les délices d'Alice...

Au sein du réseau national

FACE info : Lettre de la Fondation Agir Contre l'Exclusion - 1ère / mai 2013

7

FACE info : Lettre de la Fondation Agir Contre l'Exclusion - 1ère / mai 2013

6

FACE info : Lettre de la Fondation Agir Contre l'Exclusion - 1ère / mai 2013

5

FACE info : Lettre de la Fondation Agir Contre l'Exclusion - 1ère / mai 2013



Un métier « normale » pour les femmes

Over le documenter avec ses 400 millions d'habitants, les femmes sont présentes à 40% dans les entreprises françaises. Pourtant, elles ne sont que 15% dans les postes à responsabilité. L'ARACT Ile-de-France a été missionnée pour mener une étude territoriale sur l'égalité et la lutte contre les discriminations dans le travail.

« Cap Vers le Bâtiment »

FACE Lutte contre l'Exclusion - Cap vers le Bâtiment : un projet de loi pour le secteur du bâtiment. Face à la crise, le secteur du bâtiment est en pleine mutation. Les entreprises doivent s'adapter à de nouvelles exigences du marché.

« Un but pour l'emploi » avec Emmanuel Petit

Emmanuel Petit, joueur de football professionnel, a été élu président du Club FACE Val de Marne. Il a pour objectif de promouvoir l'emploi et l'insertion des personnes en difficulté.

Le principe de liberté religieuse et le code de travail d'Orly Paris

La liberté de conscience est un principe fondamental de la République. Elle est garantie par la Constitution et le Code de travail.

Sur les territoires : Un mois d'actions des Clubs d'entreprises FACE



FACE INFO - Mai 2012/Novembre 2012/Avril 2013 : focus sur la création de l'association – Les manifestations Mix'cité et Equival

Et demain ?





« Vers la découverte des métiers » : un stage pour tous les collégiens

- Solliciter des financements pour FACElink ou trouver une autre alternative numérique
- Mettre en place une bourse de stages « papier » en partenariat avec le Rectorat de Créteil



« Avec les acteurs du territoire » : clause sociale, faisons du qualitatif

- Constituer un groupe de travail conviant l'ensemble des parties prenantes de la clause sociale et définir un process de collaboration
- Expérimenter le process sur un territoire pertinent
- Mettre en place des perspectives de collaboration avec les SIAE
- Proposer un partenariat avec **Paris métropole**
- Améliorer l'accueil du personnel en insertion par la programmation d'un atelier de sensibilisation dédié aux encadrants des entreprises de l'économie classique



« Pour l'emploi » : accompagner sur tous les fronts

- Ateliers sur les codes de l'entreprise, proposer une offre de services aux acteurs locaux
- Mettre en place une « TP Academy »
- Mettre en place une « Job Academy »
- Etudier les conditions de déploiement du dispositif facealemploi.tv



« Dans l'entreprise » : Egalité – Diversité, valoriser les bonnes pratiques

- Finaliser l'enquête qualitative
- Réaliser le guide des bonnes pratiques Egalité – Diversité des entreprises
- Organiser un événementiel



« Au quotidien des habitants » :

Exprimer la voix de l'entreprise face au défi de loger ses salariés

- Poursuivre la réflexion avec le Département

Sensibiliser aux gestes économes

- Poursuivre l'animation des ateliers de sensibilisation au sein de cinq quartiers prioritaires
- Expérimenter les ateliers auprès des salariés des structures d'insertion (SIAE) et d'entreprises, membres de l'association
- Elargir la cible à des SIAE non membres
- Engager une commercialisation auprès des collectivités

Des ambitions à financer



Trouver les financements à la hauteur de nos ambitions

Les ressources propres de l'association

- les cotisations selon une grille correspondant à la taille de l'entreprise ;
- les dons couplés au montant de la cotisation ou séparés dont le montant est laissé à la discrétion des donateurs. Au titre de l'impôt sur les sociétés, les entreprises bénéficient d'une déduction fiscale de 60 % du montant du don ;
- la collecte de la taxe d'apprentissage via la Fondation nationale qui depuis 2014 peut bénéficier des versements exonérateurs de la taxe d'apprentissage au titre des activités complémentaires pour l'information et l'orientation scolaire et professionnelle.

Les fonds publics

FACE Val-de-Marne devra intensifier sa relation avec les collectivités, en précisant pour chacune une offre de services complète et adaptée à leur politique de solidarité. Il s'agit, ici, de développer des contractualisations avec les collectivités. Des contacts sont d'ores et déjà établis.

Rendons hommage au Conseil général dont l'engagement se traduit par un financement sur actions au travers de deux conventions :

- **une convention signée le 5 décembre 2013** notifiant le versement de **30 000 €** portant sur 4 actions :
 - réalisation d'un guide des « bonnes pratiques des entreprises en matière d'égalité et de diversité en Val-de-Marne ;
 - organisation d'un événementiel sur le Plan Egalité ;
 - mise en place et animation d'une Job Academy de 12 personnes ;
 - animation de 12 ateliers « Mon quotidien chaque geste compte » à destination des salariés d'une entreprise et au sein de 5 SIAE, membres de FACE 94 ;
- **un avenant (à l'étude) à la convention du 5/12/2013 de 20 000 €** pour 3 autres opérations :
 - animation de 10 ateliers sur les codes de l'entreprise dans le cadre des forums emploi soutenus par le Département ;
 - extension de la phase expérimentale des ateliers « Mon quotidien chaque geste compte » en direction des salariés de 5 autres entreprises membres du club et de 7 SIAE non adhérentes ;
 - concevoir et animer un atelier de sensibilisation du personnel encadrant des entreprises accueillant des publics en insertion puis engager une phase expérimentale auprès de 6 entreprises dont 3 sont membres de FACE Val-de-Marne.
- **une convention sur l'opération parrainage** de 24 jeunes à hauteur de **28 385,50 €** adoptée en commission permanente le 10 février 2014.

Les appels à projets publics ou privés :

A ce jour, 4 dossiers présentés dont 3 en cours d'instruction :

- Région IDF au titre de l'égalité réelle et la lutte contre les discriminations en Île-de-France via la Fondation nationale – dotation de 6000 € pour FACE Val-de-Marne ;
- Région IDF « Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes » ;
- Acsé sur les crédits « Politique de la ville » et Fondation de France « Habitat » concernant l'animation de 20 ateliers pédagogiques « Mon quotidien chaque geste compte » dédiés aux habitants.

Communiquer pour mieux s'affirmer

Au démarrage, l'action a primé sur la communication.

Aujourd'hui, la nécessité de communiquer s'impose. Elle participe à la motivation de nos adhérents, des acteurs locaux publics ou privés à soutenir notre mouvement entrepreneurial.

Un moyen de mobilisation tant en interne qu'en externe

En interne : deux exigences :

- mieux se connaître entre adhérents ;
- fédérer tous les membres autour de nos actions, nos résultats et nos projets.

Quelle est la place de notre production écrite au sein de notre association ? Outre les documents officiels (comptes rendus de nos diverses instances – Bureaux, Conseils d'administration et commissions), faisons court et parlons de l'essentiel !

L'info flash, une piste à retravailler :

Lancée en 2014, ce support mail (ci-contre) est en phase de test. Il nécessite une refonte sur le fond et la forme et une périodicité régulière.

A l'externe : deux nécessités :

- valoriser l'investissement de nos adhérents ;
- faire connaître notre structure et ses activités auprès des acteurs publics et privés.

Nous sommes conscients de la nécessité de communiquer, mais comment s'organiser ?

Les outils sont nombreux et tout est envisageable : un site web (intranet – extranet) ? Une newsletter ?...

Une bonne communication est avant tout une affaire de contenu et de diffusion ciblée. En 2014, une phase de réflexion collective devra être engagée pour élaborer un plan de communication et décider des outils nécessaires en fonction de nos ressources.



Au cœur de la Cité des Métiers



Nouvel équipement structurant du département porté par le Conseil général et rejoint par de nombreux acteurs (entreprises mécènes, Rectorat, Université de Paris Est Créteil, Pôle Emploi, CMA 94, Ville de Choisy, Région IDF, FSE...), la Cité des métiers abritera l'équipe de FACE Val-de-Marne en lui dédiant gratuitement deux bureaux.

Inaugurée le 13 février 2014, la Cité des métiers est un espace anonyme et gratuit, accessible à tous les val-de-marnais.

Objectifs : renseigner sur les métiers, conseiller dans la recherche d'emploi, la création d'entreprise ou les formations...



FACE Val-de-Marne participera à rendre ce lieu dynamique par des animations sur les métiers ou par la programmation de ses ateliers sur les codes de l'entreprise.

Ils nous font confiance



MERCI



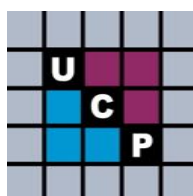
Membres fondateurs



Membres historiques



LA POSTE



MERCI



Ils nous ont rejoint en 2013



De nouvelles adhésions au 1^{er} trimestre 2014



demathieu
bard



Des intentions



Avec le soutien de l'entreprise RAIF



Des entreprises mobilisées
dans la lutte contre les
discriminations, l'exclusion et
la pauvreté sur leur territoire
en lien avec les acteurs locaux.

Des actions collectives et
innovantes co-construites
autour de 5 axes d'intervention



Un réseau d'acteurs économiques labellisé par la Fondation
FACE, une dynamique engagée avec 4 000 entreprises.